



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 19 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16 mars 2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Richard Laleu**

La Tétaude  
86240 Iteuil

Références : 2026 417 UbD 16-86 Env 86  
Code AIOT : 0007201479

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 mars 2026 dans l'établissement Richard Laleu implanté La Tétaude 86240 Iteuil. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est diligentée dans le cadre de l'opération relative aux produits chimiques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Richard Laleu
- La Tétaude 86240 Iteuil
- Code AIOT : 0007201479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Spécialisée après guerre dans le papier alimentaire puis dans le pot de yaourt, l'entreprise familiale Richard Laleu met au point l'ajout de parafine sur le carton augmentant le délai de conservation. Entreprise est spécialisée dans l'imprimerie et la fabrication d'emballage à contact alimentaire dans le secteur du laitier puis le camembert à pâte molle. Le process de fabrication permet au produit de finir leur affinage une fois emballé.

Plusieurs secteurs de fabrication au sein même des locaux.

Transformation du papier avec l'ajout de paraffine, contrecollage (ex: pointe de brie), bobinage complexage et étiquettes à apposer directement sur le produit.

Depuis le 01 avril 2024, Richard-Laleu a été racheté par le groupe Brodart, fabricant de packaging et étiquettes dont le siège social est situé à Troyes dans l'Aube.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 - I	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits sur le stockage de peinture et diluant et la manipulation des produits chimiques ne montrent pas de non-conformités.

En revanche, des rétentions, au niveau des unités d'encollage dans l'usine, sont à mettre en place.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Fiches de données de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</i>  <i>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur</i>

travail.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les fiches de données de sécurité (FDS) sont archivées sur un serveur via le logiciel Seerich, accessible à l'ensemble du personnel.</p> <p>111 produits sont enregistrés y compris 3 CMR dont 2 de catégorie 2.</p> <p>Un sondage est réalisé en salle sur deux produits :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'acétate éthyle dont la FDS date du 01 octobre 2024</li> <li>- Blanc Dépouille (encre) dont la FDS date du 05 mai 2025</li> </ul> <p>Sur site, un sondage est réalisé sur les mêmes produits. La recherche est effectuée par un imprimeur / opérateur. Celui-ci retrouve facilement les deux FDS.</p> <p>Tout est conforme.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'IIC contrôle la mise en œuvre des prescriptions de 2 FDS.</p> <p>L'acétate d'éthyle est utilisé pour la dilution et une peinture.</p> <p>Pour l'acétate, le stockage doit être effectué à minima à 10 mètres de l'usine.</p> <p>Pour la manipulation, l'exploitant dispose d'EPI particuliers, masques avec cartouches de filtration vapeurs et gants. Le stockage dans l'usine n'excède pas plus de 1 m<sup>3</sup>.</p> <p>Pour la peinture, les contenants sont de capacité de 20 litres. Les manipulations sont réalisées avec gants et masque à cartouche.</p> <p>Les imprimeurs/opérateurs ont suivi des formations incendie de niveau 1 (reconnaissance du pictogramme et savoir attaquer le feu) et de niveau 2 Appel du SDIS, évacuation de l'entreprise.</p> <p>Tous les imprimeurs/opérateurs savent utiliser les kits déversement (boudins d'isolement et absorbant) situés dans toutes l'entreprise.</p> <p>Les prescriptions sont formellement consignées (fiches réflexes) et les opérateurs sont formés et savent réagir en cas de sinistre.</p> <p>Les GRV plastiques (pouvant être source d'électricité statique) vont disparaître et être remplacés par les contenants en inox.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 - I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;</li><li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :<ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li></ul></li></ul>
<b>Constats :</b>  L'ensemble des stockages de produits chimiques, dans le local stockage séparé de l'usine, en zone d'impression est sur rétention. Les rétentions sont adaptées en quantités et volumes.  Dans la partie encollage, les bidons de 200 litres de colle mono-composant et bi-composant ne sont pas sur rétention. L'exploitant confirme que ces colles doivent être chauffées une à 80 °C et la seconde à 30 °C et qu'il ne sait pas si un système de rétention pouvant être associé à un chauffage existe.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Les bidons de colle doivent être mis sur rétention d'un volume adapté. L'exploitant informera l'inspection de la solution trouvée et de sa mise en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</i>
<b>Constats :</b>

Le tableau sur la compatibilité et l'incompatibilité est affiché dans le bâtiment de stockage, au poste d'impression et de collage.

Le stockage des produits contrôlés par sondage ne met pas en évidence d'incompatibilité de rétention.

Le bâtiment de stockage des vernis et encres est sur rétention.

Les deux produits inflammables ont leur propre rétention. Au niveau de l'atelier d'impression, chaque produit est sur rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : État des stocks de produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

**Thème(s) :** Risques chroniques, État des stocks

**Prescription contrôlée :**

*L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.*

**Constats :**

L'exploitant fournit l'état complet des stocks. Tous les produits sont identifiés par code barre et les quantités disponibles et utilisées sont consultables à la seconde via le nouvel outil ERP mis en place par le fournisseur principal SIEGWERK.

Par sondage, le responsable du stockage déporté prend l'exemple de deux produits.

Pigment jaune

- Stock A en cours d'utilisation, la quantité disponible est de 167 kg
- Stock B (stock en attente) la quantité disponible est de 0 kg car en commande

Pigment rouge

- Stock A 162 kg
- Stock B 162 kg

En cas de niveau de produit trop bas ou non disponible, la station se bloque.

Les bidons vides repartent chez le fournisseur SIEGWERK à l'occasion d'une nouvelle livraison.

Au niveau de l'impression, le niveau des GRV est fait visuellement par inventaire physique.

**Type de suites proposées :** Sans suite